



Organisation
internationale
du Travail



ADWA'
Advancing the Decent Work
Agenda in North Africa

ECONOMIC
RESEARCH
FORUM



منتدى
البحوث
الاقتصادية

Deuxième rapport régional sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord (2018-2021) : les évolutions à l'ère de la COVID-19

Le cas du Maroc



Publié au mois d'octobre 2022

Copyright © Organisation internationale du Travail 2022

Première édition 2022

Les publications de l'Organisation internationale du Travail (OIT) jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Deuxième rapport régional sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord (2018-2021) : les évolutions à l'ère de la COVID-19, Bureau international du travail — Le Caire : OIT, 2022.

ISBN : (imprimé) 9 789 220 381 342

ISBN : (PDF Web) 9 789 220 381 359

Les désignations utilisées dans les publications de l'OIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques de l'OIT, consultez notre site Web : www.ilo.org/publns

Cette publication a été produite grâce à l'appui financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'OIT et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Publication du Bureau de l'OIT au Caire :

9, rue du Dr Taha Hussein, Zamalek, Caire, Égypte

Tél. : (+202) 27 350 123

Rendez-vous sur notre site : www.ilo.org/cairo

Imprimé en Égypte

► REMERCIEMENTS

Équipe de rédaction de l'ERF

Chercheurs principaux :

Ragui Assaad, Caroline Krafft, Mohamed Ali Marouani

Auteurs des chapitres :

Chapitre de l'aperçu général :

Ragui Assaad, Caroline Krafft, Mohamed Ali Marouani, Ruby Cheung, Ava LaPlante, Ilhaan Omar, and Sarah Wahby

Chapitre sur l'Égypte :

Chahir Zaki and Moheb Said

Chapitre sur le Maroc :

Fouzia Ejjanoui

Chapitre sur le Soudan :

Caroline Krafft, Samia Mohamed Nour and Ebaidalla M. Ebaidalla

Chapitre sur la Tunisie :

Abdel Rahman El Lahga and Moheb Said

Assistants de recherche :

Sarah Wahby, Emilie Wojcieszynsk, Ruby Cheung, Ava LaPlante and Ilhaan Omar.

Responsable du programme :

Yasmine Fahim

Coordinateurs du programme :

Passainte Atef and Neamatallah Elsayed

Communication et sensibilisation politiques :

Sherine Ghoneim, Namees Nabeel and Romesh Vaitilingam

Équipe de l'OIT :

Bureau du Caire :

Eric Oechslin, Luca Fedi, Valentine Offenloch, Marwa El Feki, Greta Cartoceti and Nour Ashmawy

Bureau du Maroc :

Samia Ouzgane

Bureau de la Tunisie :

Selim El Oueslati

Bureau du Soudan :

Alexio Musindo

Édition et traduction :

Jen Ross

Conception graphique du rapport :

Cremedia

► SOMMAIRE

Remerciements	4
Liste des graphiques	5
Liste des tableaux	5
Liste des acronymes	6
Glossaire	7
1. L'activité économique dans le contexte de la crise de la Covid 19.	8
► 1.1 Croissance du produit intérieur brut et sa ventilation.....	8
► 1.2 Augmentation des emplois et de la valeur ajoutée, par grands secteurs.....	10
2. Le marché du travail à la lumière de la crise sanitaire de la Covid 19	12
► 2.1 Évolution du taux d'activité face à la crise sanitaire de la Covid 19.....	13
► 2.2 Évolution du taux d'emploi face à la crise sanitaire de la Covid 19	15
► 2.3 Évolution du taux de chômage face à la crise sanitaire de la Covid 19.....	18
► 2.4 Évolution du taux de sous-emploi face à la crise sanitaire de la Covid 19	20
Conclusion	23
Annexe	24
Références	26

► LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1. Taux de croissance des composantes du PIB, en pourcentage	9
Figure 2. Ventilation de l'emploi et de la valeur ajoutée par grands secteurs de l'activité économique (en pourcentage)	10
Figure 3. Croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi, par grands secteurs (en pourcentage)	11
Figure 4. Taux de variation de la valeur ajoutée sectorielle, en pourcentage (glissement trimestriel).....	12
Figure 5. Taux d'activité trimestriel, par sexe et niveau d'éducation (2018-21).....	15
Figure 6. Taux d'emploi trimestriel, ventilé par sexe et niveau d'éducation (2018-21)	16
Figure 7. Part trimestrielle dans l'emploi, par sexe et activité économique (2018-21)	17
Figure 8. Part trimestrielle dans l'emploi, par type d'emploi (2018-21).....	18
Figure 9. Taux de chômage trimestriel, par sexe et niveau d'éducation (2018-21).....	20
Figure 10. Taux de sous-emploi trimestriel eu égard au temps de travail, par sexe et niveau d'éducation (2018-21)	21
Figure 12. Taux de sous-emploi trimestriel eu égard au temps de travail, par sexe et activité économique (2018-21)	23
Annexe	
Figure 1. Taux d'activité trimestriel, par sexe et âge (2018-21)	24
Figure 2. Taux d'emploi trimestriel, par sexe et par âge (2018-21)	24
Figure 3. Taux de chômage trimestriel, par sexe et par âge (2018-21)	25
Figure 4. Taux de sous-emploi trimestriel eu égard au temps de travail, par sexe et par âge (2018-21).....	25

► LISTE DES ACRONYMES

ADWA	Advancing the Decent Work Agenda (faire progresser l'Agenda du travail décent)
CAPMAS	Agence centrale pour la mobilisation du public et les statistiques (Égypte)
CBS	Bureau central des statistiques (Soudan)
BCT	Banque centrale de Tunisie
COVID-19	Nouvelle maladie à coronavirus 2019
DEPF	Direction des Études et des Prévisions financières (Maroc)
EGP	Livre égyptienne
ERF	Forum de recherche économique
IDE	Investissements directs étrangers
PIB	Produit intérieur brut
HCP	Haut-commissariat au plan (Maroc)
OIT	Organisation internationale du travail
INS	Institut national de la statistique (Tunisie)
FMI	Fonds monétaire international
MAD	Dirham marocain
MENA	Afrique du Nord et Moyen-Orient
MSMEs	Micro, petites et moyennes entreprises
NEE	Ni dans l'emploi ni dans le système éducatif
NEET	Ni dans l'emploi, ni dans le système éducatif, ni en formation
OAMDI	Accès ouvert aux données micro (Initiative de l'ERF)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
p. a.	Per annum (par an)
PNAFN	Plan national d'aide aux familles nécessiteuses (Tunisie)
T	Trimestre
RAMED	Régime d'assistance médicale (Maroc)
SFSP	Programme d'aide aux familles (Soudan)
SMEs	Petites et moyennes entreprises
CESAO	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale
TND	Dinar tunisien
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
USD	Dollar américain

► GLOSSAIRE

Demandeurs d'emploi découragés : Individus (âgés de 15 à 64 ans) qui n'avaient pas d'emploi, souhaitaient travailler, étaient disponibles pour le faire et ne cherchaient pas de travail pendant la semaine de référence.

Actifs : Individus (âgés de 15 à 64 ans) ayant participé pendant au moins une heure à une activité économique (aux fins du marché) au cours de la semaine de référence.

Situation de l'emploi : dans la mesure du possible, la situation de l'emploi a été classée en huit catégories : travail salarié dans le secteur public, travail salarié dans le secteur privé à l'intérieur de l'établissement, travail salarié dans le secteur privé en dehors de l'établissement, employeur, travailleur indépendant à l'intérieur de l'établissement, travailleur indépendant en dehors de l'établissement, travailleur familial non rémunéré à l'intérieur de l'établissement et travailleur familial non rémunéré en dehors de l'établissement.

Taux d'emploi : Rapport entre les personnes ayant un emploi et la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans).

Population active : Individus (âgés de 15 à 64 ans) ayant un emploi ou au chômage pendant la semaine de référence.

Taux d'activité : Rapport entre la population active et la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans).

NEET (ni dans l'emploi, ni dans le système éducatif, ni en formation) : Jeunes (de 15 à 24 ans) qui ne sont ni employés ni inscrits à l'école. Les données disponibles ne permettaient pas de prendre en compte les personnes en formation.

Taux de NEET : Pourcentage des NEET (15 à 24 ans) par rapport à l'ensemble de la population âgée de 15 à 24 ans.

Indice de rigueur : L'indice des politiques publiques de confinement (Stringency index) conçu par des chercheurs d'Oxford est un outil de suivi des réponses gouvernementales au coronavirus. Il s'agit d'un outil de mesures mixtes qui se basent sur neuf indicateurs, qui sont : la fermeture des écoles, la fermeture des entreprises, l'annulation d'événements publics, la restriction des rassemblements publics, la fermeture des transports publics, le confinement de la population à domicile, les campagnes d'information du public, les restrictions sur les déplacements nationaux et les restrictions sur les entrées de territoire. La sévérité d'une mesure est évaluée sous forme d'indice (la valeur 100 indiquant un degré de contrainte maximal et 0 l'absence de mesure).

Sous-emploi lié au temps : Pourcentage des actifs occupés (de 15 à 64 ans) travaillant moins de 35 heures par semaine, souhaitant changer de travail et/ou souhaitant un travail supplémentaire, par rapport à l'emploi total.

Chômeurs (définition standard) : Individus (âgés de 15 à 64 ans) qui n'avaient pas d'emploi, qui désiraient travailler, qui étaient disponibles pour le faire et qui cherchaient du travail pendant la semaine de référence.

Taux de chômage (définition standard) : Rapport entre les chômeurs (définition standard) et la population active.

1. L'activité économique dans le contexte de la crise de la Covid 19

Les mesures de confinement mises en place en 2020 afin de contrôler la pandémie de la Covid 19 ont fortement impacté l'économie marocaine. Ces effets se sont ajoutés à ceux d'une saison agricole marquée par la sécheresse. Tout cela s'est traduit par une récession de l'activité économique et d'une contraction du produit intérieur brut (PIB) réel de 6,3 pour cent, pour la première en plus de deux décennies.

Les impacts économiques et sociaux de la pandémie se sont fait ressentir à bien des niveaux. La demande intérieure a diminué de 6,7 pour cent, affectant notamment la consommation des ménages en produits manufacturés, ainsi que les activités de transport, de restauration et de loisir. Les importations et les exportations marocaines ont diminué de, respectivement, 15 et 11

pour cent. En même temps, la valeur ajoutée du secteur agricole a baissé de 7,2 pour cent et celle des secteurs non agricoles de 5,5 pour cent.

Cependant, en 2021, la croissance a connu une forte reprise, de l'ordre de 7,4 pour cent. Cela a résulté, dans une large mesure, d'une augmentation de 18,9 pour cent dans l'activité agricole et de 5,6 pour cent des activités non agricoles, au cours du quatrième trimestre. Cette dynamique s'est traduite par la reprise de la plupart des activités économiques, dans des proportions, toutefois, différentes. Néanmoins, comme ailleurs dans le monde, certains secteurs clés de l'économie continuent de subir les effets négatifs de la crise, notamment le secteur du tourisme et ses activités connexes, ainsi que le secteur du transport aérien.

► 1.1 Croissance du produit intérieur brut et sa ventilation

Entre 2000 et 2019, la croissance économique marocaine a été marquée par une évolution irrégulière, avec des hauts et des bas, fluctuant selon les effets climatiques à court terme et les facteurs externes dans le temps long. La croissance s'est accélérée jusqu'en 2008 (atteignant une moyenne de 4,8 pour cent), puis s'est ralentie jusqu'en 2019 (avec une moyenne de 3,3 pour cent). Au cours de cette période, la consommation des ménages a varié à environ 58 pour cent, alors que les dépenses publiques étaient d'environ 20 pour cent. La formation brute de capital fixe — plus communément appelé taux d'investissement, variable clé de la croissance — a augmenté jusqu'en 2008, puis est restée supérieure à 30 pour cent jusqu'en 2019. Le solde de la balance commerciale — un indicateur de performance économique, une contrainte et une variable d'ajustement — est également resté négatif¹.

Puis, en 2020, l'économie marocaine a souffert des conséquences désastreuses de la pandémie de la Covid 19 et sa première récession depuis plus de deux décennies. Le PIB réel a chuté de 6,3 pour cent, après une augmentation de 2,6 pour cent l'année précédente.

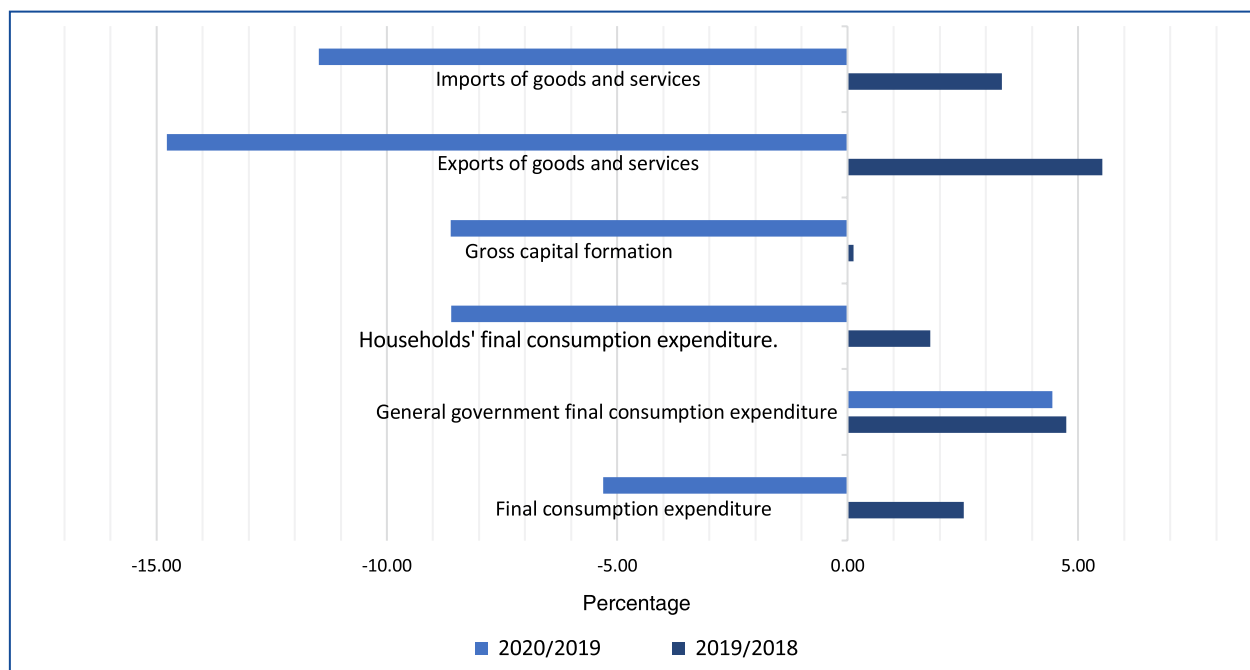
Aux effets négatifs du confinement strict de trois mois à cause de la Covid 19, s'est ajoutée une sécheresse qui est venue impacter les revenus de la population rurale, menant à une forte baisse de 6 pour cent dans la demande intérieure et une contribution négative à la croissance économique de -6,5 pour cent (au contraire de l'année précédente qui a vu une contribution de 1,8 pour cent). Malgré l'aide financière offerte aux ménages afin d'amortir les répercussions de la crise, les dépenses de consommation finale des ménages ont chuté de 5,3 pour cent, avec une contribution négative à la croissance de 2,3 points de pourcentage. En revanche, les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont enregistré une croissance de 4,4 pour cent en 2020, contre 4,7 pour cent l'année précédente, avec une contribution à la croissance économique de 0,3 point de pourcentage. Les investissements bruts (formation brute de capital fixe et variation des stocks) ont enregistré une forte baisse des taux de croissance, passant de 0,1 pour cent en 2019 à -8,6 pour cent en 2020, avec une contribution à la croissance économique de -4,6 au lieu de -0,1 point de pourcentage. En ce qui concerne le volume des échanges extérieurs de biens et services, les importations et

¹ Voir le futur rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'emploi et la croissance économique au Maroc.

les exportations ont enregistré, toutes deux, de fortes baisses en 2020. Les exportations ont fortement diminué, atteignant -14,7 pour cent en 2020 contre une augmentation de 5,5 pour cent l'année précédente, avec une contribution négative à la croissance de 5,6 points de pourcentage.

De même, les importations ont fortement baissé, atteignant -11,4 pour cent contre une hausse de 3,3 pour cent en 2019, ce qui s'est traduit par une contribution négative à la croissance de 5,8 points de pourcentage.

Figure 1. Taux de croissance des composantes du PIB, en pourcentage



Source : Les taux de croissance sont calculés à partir des données de la Banque mondiale (valeurs).

L'économie marocaine s'est redressée en 2021, avec un rebond du volume du PIB d'environ 7 pour cent. Ceci a permis au PIB de récupérer 99,5 pour cent de son niveau pré-COVID (2019), enregistrant, au passage, l'un des meilleurs taux de croissance de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). En ce qui concerne la demande intérieure, le pouvoir d'achat des ménages a augmenté, propulsé par l'amélioration des revenus générés par la bonne saison agricole, les envois de fonds des Marocains résidant à l'étranger (+43,3 pour cent à fin octobre 2021), la consolidation de la reprise de la création d'emplois, ainsi que l'augmentation des crédits aux consommateurs dans un contexte d'inflation modérée (qui a atteint 1,4 pour cent en 2021, soit

le double de l'augmentation de 2020, qui était de 0,7 pour cent). Les investissements ont connu la même dynamique, stimulée, notamment, par l'augmentation des importations des biens d'équipement et des investissements directs étrangers (IDE). En ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations ont dépassé leur niveau d'avant la crise, d'environ 10 pour cent. Cette performance a touché tous les secteurs, notamment les phosphates et dérivés, l'automobile, l'agroalimentaire et l'industrie électronique et électrique. De plus, la croissance des importations a dépassé celle des exportations, générant une augmentation du déficit commercial de 26,6 pour cent.

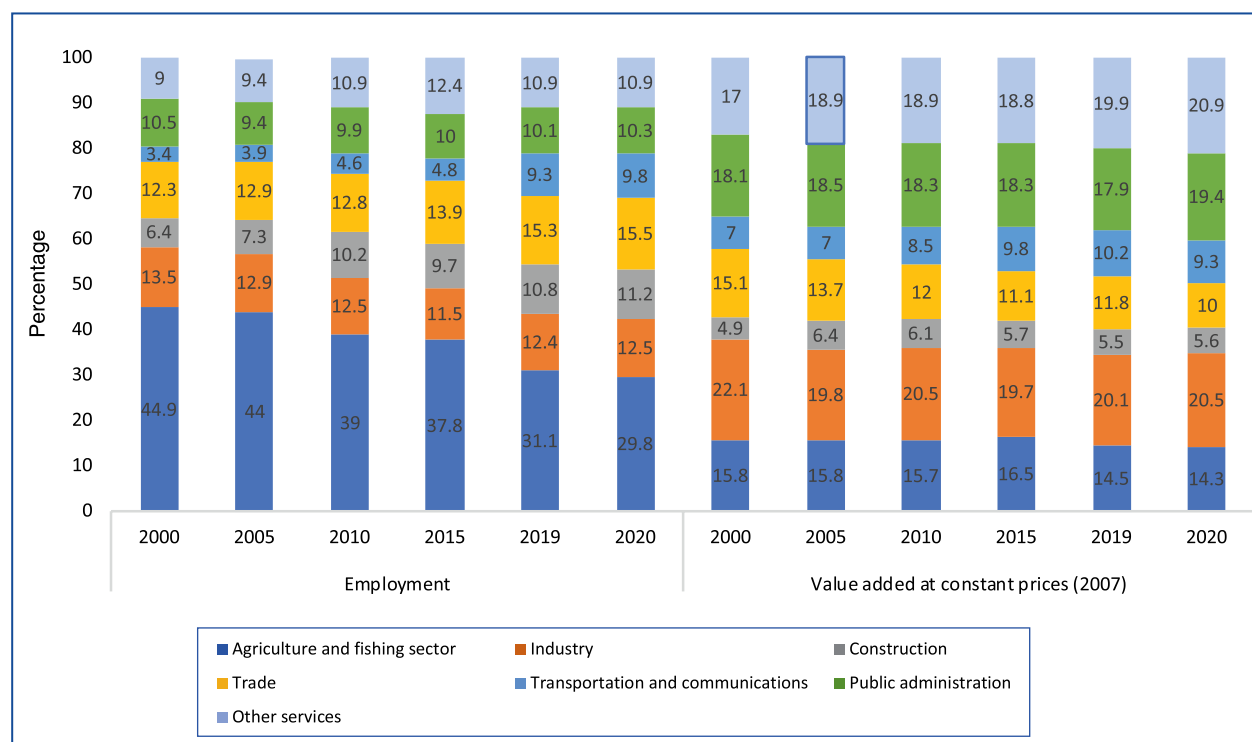
► 1.2 Augmentation des emplois et de la valeur ajoutée, par grands secteurs

Une analyse de l'évolution de la contribution sectorielle à la croissance économique et à l'emploi au cours des deux dernières décennies révèle que le secteur de l'agriculture et de la pêche joue un rôle économique important et reste le principal employeur. Ce secteur perd toutefois du poids en termes d'emploi plus rapidement qu'en termes de valeur ajoutée. Sa contribution à l'emploi est passée de 45 pour cent en 2000 à 31 pour cent en 2019, avec une accélération notable de cette perte au cours de la période 2015-2019. Dans les autres secteurs, la période 2000-19 a été marquée par une nette progression de l'emploi, notamment pour les secteurs du transport et des communications, le secteur du bâtiment, suivis par les autres services et le commerce. Le secteur de l'industrie a maintenu son poids dans le marché du travail, après avoir connu une légère baisse qui s'est poursuivie jusqu'en 2015, et a également augmenté sa participation à la création de la valeur ajoutée. L'administration

publique a vu une légère baisse de son poids en termes d'emplois jusqu'en 2005, puis une augmentation jusqu'en 2019. À l'inverse, le secteur du transport et des communications a fortement augmenté son poids en termes d'emplois, et significativement augmenté sa participation à la création de valeur ajoutée.

Comme le montre le figure 2 ci-dessous, l'année 2020, année marquée par une sécheresse et par une crise de santé publique, le secteur de l'agriculture et de la pêche est resté le premier employeur (29,8 pour cent) malgré sa baisse considérable de poids par rapport à 2019 (-8,4 pour cent), suivi par le secteur des autres services (-4,1 pour cent), l'industrie (-3,2 pour cent), le commerce (-3,1 pour cent), l'administration publique (-2,8 pour cent) et le secteur du bâtiment (-1,0 pour cent). Le secteur du transport et des communications a été le seul secteur où l'emploi a augmenté pendant la pandémie (+0,7 pour cent).

Figure 2. Ventilation de l'emploi et de la valeur ajoutée par grands secteurs de l'activité économique (en pourcentage)



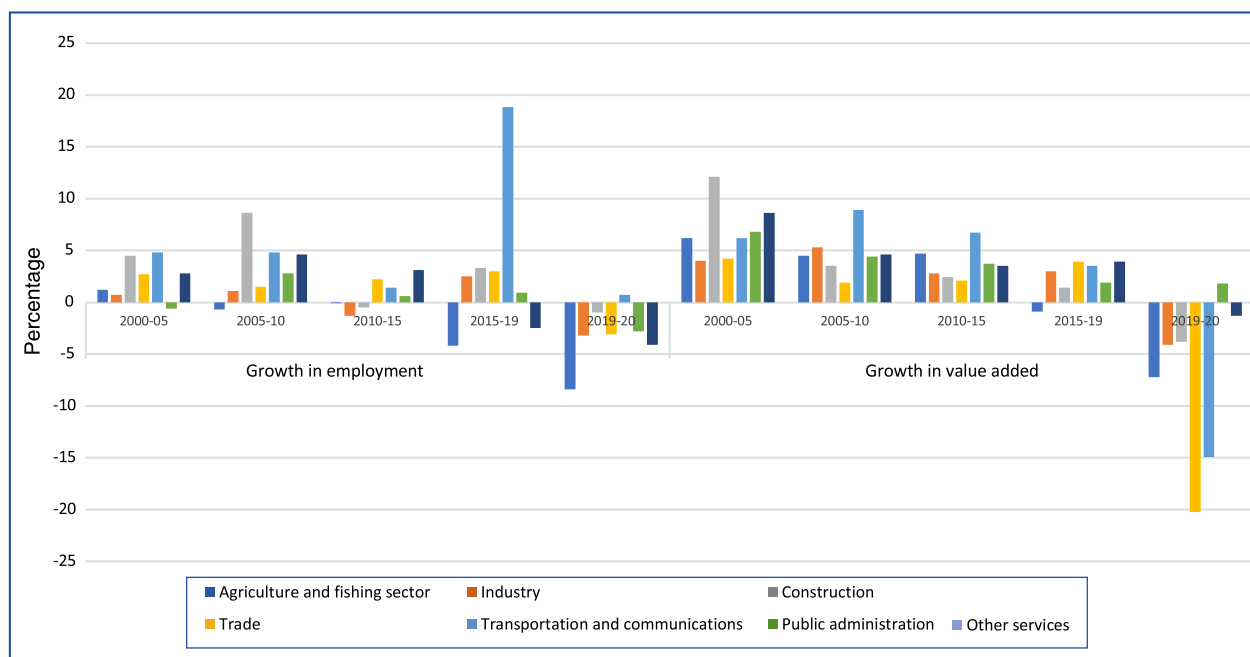
Source : Belghazi, S. futur rapport de l'OIT sur l'emploi et la croissance au Maroc.

En ce qui concerne la croissance de la valeur ajoutée des secteurs du transport et des communications, des autres services, de l'industrie, du commerce et de l'administration publique, il apparaît qu'ils demeurent dynamiques, et ce, malgré un ralentissement observable entre la décennie 2000-10 et la décennie 2010-19. Le secteur de l'agriculture et de la pêche, ainsi que le secteur du bâtiment connaissent toutefois des taux de croissance de la valeur ajoutée nettement inférieurs à ceux des autres secteurs.

La figure 3 ci-dessous illustre la valeur ajoutée réalisée par les secteurs économiques tout au long de l'année 2020. Il en ressort que, et à

l'exception de l'administration publique dont la valeur ajoutée a augmenté de 1,8 pour cent, les autres secteurs ont tous été affectés négativement. Le secteur du commerce — à cause des fermetures totales et/ou partielles et du couvre-feu qui ont réduit les heures de travail — reste le secteur le plus touché, avec une chute de la valeur ajoutée de 20,2 pour cent. En deuxième position, le secteur du transport et des communications a connu une baisse de sa valeur ajoutée de 14,9 pour cent, et ce, à cause de la fermeture des espaces aériens et des restrictions de voyage. Le secteur agricole, sous les effets de la sécheresse, a vu la sienne chuter de près de 7 pour cent.

Figure 3. Croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi, par grands secteurs (en pourcentage)

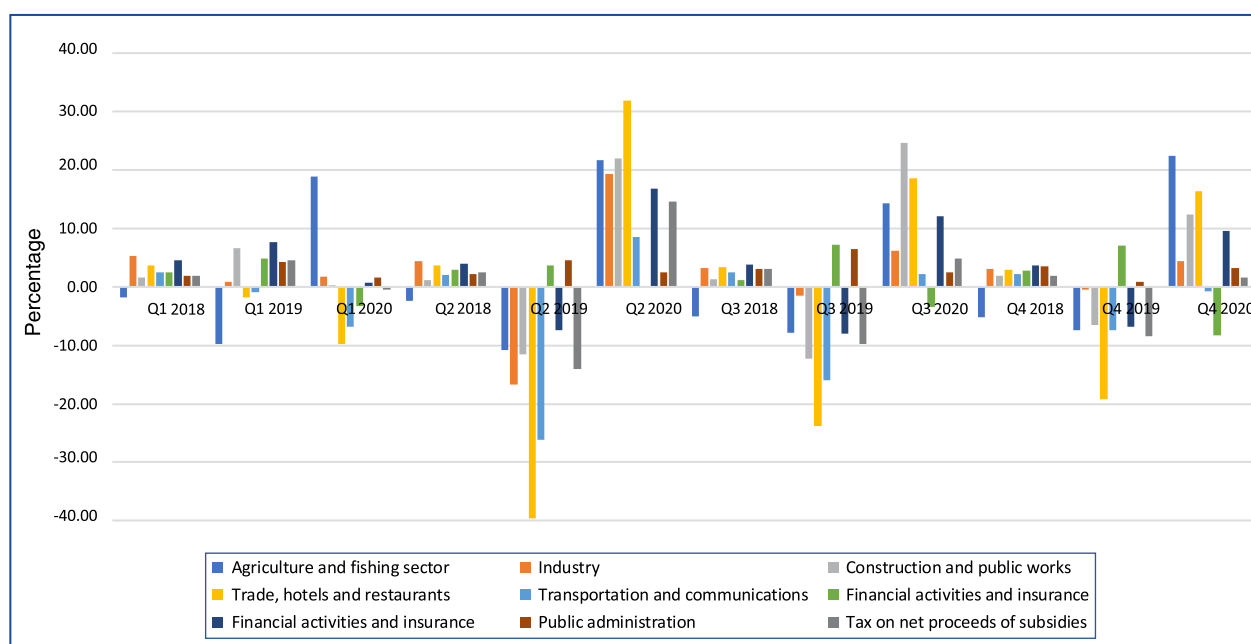


Source : Belghazi, S. futur rapport de l'OIT sur l'emploi et la croissance au Maroc.

La valeur ajoutée de tous ces secteurs s'est effondrée au deuxième trimestre (T2) 2020, qui a été marqué par des mesures sanitaires strictes liées à la pandémie. Au cours de ce trimestre, la valeur ajoutée du secteur du commerce et celle du secteur du transport et des communications ont chuté, respectivement, de 40 et 26 pour cent,

comparées aux chiffres de la même période (T2) en 2019. Les mêmes observations peuvent être formulées pour les autres secteurs, exception faite de l'administration publique qui a vu sa valeur ajoutée augmenter de 4,5 pour cent par rapport au deuxième trimestre 2019.

Figure 4. Taux de variation de la valeur ajoutée sectorielle, en pourcentage (glissement trimestriel)



Source : Taux de croissance calculés à partir des données des comptes nationaux du Haut-Commissariat au Plan (HCP).

Face à cette situation et à la persistance de l'épidémie, les autorités marocaines ont mis en place plusieurs programmes et stratégies variés afin d'atténuer l'impact de la crise et relancer l'activité économique. Cela a participé à la reprise de plusieurs secteurs dès le début de l'année 2021. Grâce à ces mesures, les secteurs de l'industrie et du bâtiment ont, tous deux, enregistré de bons résultats en termes de leur valeur ajoutée, qui a fortement augmenté (de 19,21 et 25 pour cent, respectivement, au deuxième et au troisième trimestre 2021 par rapport à la même période en 2020). Le secteur du commerce, quant à lui, a commencé à se redresser

au deuxième trimestre 2021, enregistrant une augmentation de la valeur ajoutée de près de 32 pour cent au cours du même trimestre. Les performances du secteur de l'agriculture et de la pêche, et après une baisse de deux ans, ont dépassé les prévisions en 2021, et ce, grâce à une bonne pluviométrie et une bonne distribution. Par conséquent, la valeur ajoutée du secteur a augmenté d'environ 20 pour cent au cours des premier, deuxième et quatrième trimestres de 2021. En revanche, le secteur du transport et des communications a continué à voir sa valeur ajoutée diminuer.

2. Le marché du travail à la lumière de la crise sanitaire de la Covid 19

Dans les 20 années précédant la pandémie, la création d'emplois, au Maroc, sur le plan quantitatif, a été inégale, pour ceux qui en trouvaient. Les femmes et les jeunes représentent la population la plus exclue du marché du travail. Cette période a été marquée par un déclin du taux d'activité, ainsi que de l'emploi et du sous-emploi lié à la durée du travail, associé à une quasi-stagnation du taux de chômage.

À partir du mois de mars 2020, les décideurs marocains ont réagi avec force pour ralentir la propagation du virus. Les mesures prises ont eu

un impact significatif sur un marché de l'emploi déjà dysfonctionnel. La pandémie a exacerbé la tendance à la baisse du taux d'activité et d'emploi qui perdurait depuis deux décennies. Le taux de chômage s'était amélioré entre 2018 et 2019, mais cette tendance s'est inversée juste avant la pandémie et s'est renforcée avec son déclenchement. Bien que toutes les catégories sociales aient été touchées par la crise, les femmes et les jeunes ont été ceux qui ont le plus souffert, enregistrant les taux d'activité et d'emploi les plus bas et les taux de chômage les plus élevés. Ils ont

également été les catégories les plus lentes à se remettre de la crise avec le léger rebond enregistré en 2021.

La chute du taux d'activité et d'emploi a été plus prononcée chez les femmes ayant un niveau d'éducation supérieur, alors que chez les hommes, cette chute a principalement touché les personnes sans diplôme. La hausse du taux de chômage pendant la pandémie a particulièrement touché les femmes et les hommes moyennement instruits. Le taux de sous-emploi, généralement stable auparavant, a connu une augmentation très importante avec le début de la pandémie. Il convient de noter que les femmes, qui sont généralement défavorisées sur le marché du travail, présentaient des taux de sous-emploi beaucoup plus faibles que les hommes. Les jeunes, en re-

vanche, ont été les plus touchés par le sous-emploi. Les diplômés de niveau intermédiaire ont également enregistré la plus forte augmentation du taux de sous-emploi.

Néanmoins, le marché du travail a pu souffler depuis le deuxième trimestre 2021. Les taux d'activité et d'emploi ont pu revenir à leurs niveaux prépandémiques, mais ce n'est pas encore le cas pour les taux de chômage et de sous-emploi.

Ci-dessous, nous nous proposons d'examiner les principaux indicateurs du marché du travail de la période 2018-2021, avec des comparatifs par sexe, groupe d'âge, éducation, et secteurs économiques. Toute cette analyse est basée sur les données trimestrielles et annuelles, concernant les taux d'activité, d'emploi et de chômage, publiées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP).

► 2.1 Évolution du taux d'activité face à la crise sanitaire de la Covid 19

Le taux d'activité a connu une tendance à la baisse au cours des deux dernières décennies, atteignant 46 pour cent en 2018 (71 pour cent chez les hommes et 21,8 pour cent chez les femmes). Les disparités entre les hommes et les femmes sur le marché du travail persistent, avec un taux d'activité bas chez les femmes malgré l'augmentation de leurs taux de scolarisation et de leurs niveaux d'éducation. La situation économique, les normes relatives au genre, le cadre juridique, la structure de l'économie et du marché du travail, ainsi que les contraintes familiales sont autant de facteurs qui peuvent expliquer cette situation, selon une étude sur les coûts économiques des inégalités entre les sexes sur le marché du travail au Maroc².

L'analyse par âge (figure 1 en annexe) montre qu'outre les personnes de plus de 60 ans, les jeunes de 15 à 24 ans ont le taux d'activité le plus faible (à peine 27 pour cent en 2018). Les jeunes et les femmes sont les groupes les plus exclus du marché du travail au Maroc, enregistrant des taux d'inactivité élevés.

L'analyse par niveau d'éducation montre que les personnes ayant un diplôme de niveau moyen enregistrent les taux d'activité les plus faibles, tandis que ceux ayant un diplôme de niveau supérieur enregistrent le taux d'activité le plus

élevé. Cependant, cette réalité varie selon le sexe. En effet, le taux d'activité est plus élevé chez les hommes sans diplôme scolaire et, à l'inverse, plus faible chez les femmes possédant un diplôme supérieur. Il s'agit là d'une tendance à long terme qui se maintient depuis les deux dernières décennies.

La tendance à la baisse du taux d'activité au Maroc s'est maintenue en 2019, s'établissant à 45,8 pour cent (une baisse de 0,2 par rapport à l'année précédente). Les femmes et les jeunes âgés de 15 à 24 ans ont été les plus touchés par cette baisse (-0,3 et -1,7 point, respectivement), alors que chez les hommes, la situation est restée, dans l'ensemble, constante. Au même moment, les femmes sans diplôme et celles moyennement instruites ont vu leur taux d'inactivité augmenter en 2019, alors que les femmes diplômées ont connu une tendance opposée. Chez les hommes, ceux moyennement instruits ont été les plus touchés par la baisse du taux d'activité en 2019.

En 2020, sous les effets combinés de la pandémie de la Covid 19 et de la sécheresse qu'a connue la saison agricole, la baisse structurelle du taux d'activité a été plus prononcée, chutant d'un point de pourcentage, s'établissant à 44,8 pour cent. Cette baisse a été plus forte chez les femmes (-1,6 point de pourcentage), s'établissant

² DEPF et ONU Femmes. 2021.

sant à 19,9 pour cent contre 70,4 pour cent pour les hommes (-0,6 point de pourcentage). Par catégories d'âge, les jeunes de 15 à 24 ans ont été les plus touchés (-1,6 point de pourcentage).

Une analyse de l'évolution pendant la pandémie, pour différents niveaux d'éducation (figure 6), montre que le taux d'activité a évolué négativement et de manière presque égale pour les personnes sans diplôme (-1,5 point de pourcentage) et ceux ayant des diplômes supérieurs (-1,4 point de pourcentage). Cette baisse a été plus aiguë chez les femmes les plus diplômées (-2,2 points de pourcentage), passant de 45,4 à 43,2 pour cent. Chez les hommes, la baisse a principalement touché les personnes sans diplôme (-0,9 point de pourcentage), passant de 79,3 pour cent en 2019 à 78,4 pour cent en 2020. Ces derniers occupent généralement des emplois précaires, qui ont été les plus touchés par le confinement et les restrictions liés à la Covid 19. Les fermetures totales et/ou les horaires d'ouverture réduits en raison du couvre-feu peuvent expliquer en partie la baisse du taux d'activité des hommes sans diplôme.

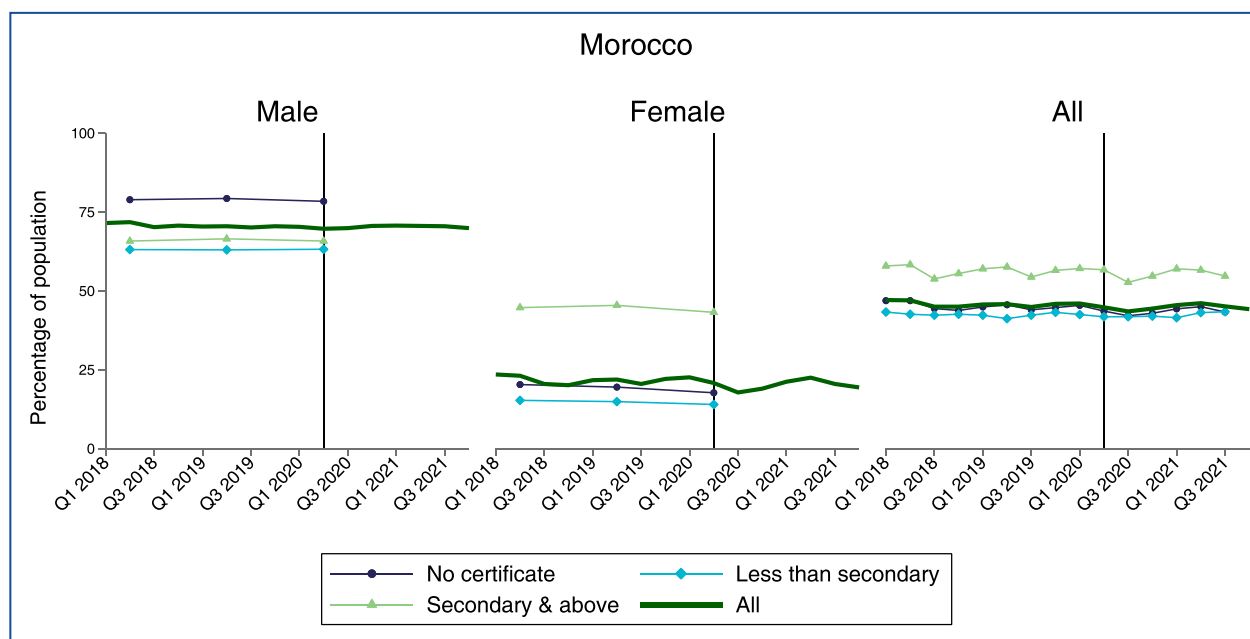
Comme anticipé, le taux d'activité a connu ses plus bas niveaux au deuxième et au troisième trimestre 2020, avec une légère amélioration au quatrième trimestre. Cette évolution est conforme aux résultats de l'enquête Covid 19 pour la région MENA qui montre que le taux connaît une tendance à la hausse depuis le quatrième trimestre 2020. Cependant, l'enquête montre une baisse au troisième trimestre 2021 qui peut être expliquée par le travail saisonnier des femmes dans le secteur agricole (Verme, Barry & Guennouni 2016). Il convient de noter que les hommes ont pu se remettre plus rapidement à partir du quatrième trimestre de 2020, contrairement aux

catégories qui connaissent généralement des taux d'activité plus faibles (femmes et jeunes). En effet, les personnes les plus touchées par la pandémie mettent plus de temps à se rétablir.

Le taux d'activité montre des signes de reprise depuis le premier trimestre 2021, s'établissant à 45,5 pour cent (70,7 pour cent pour les hommes et 21,2 pour cent pour les femmes), soit une légère amélioration par rapport à ses niveaux au premier trimestre 2020 (respectivement, 46, 70,3 et 22,6 pour cent). Les taux au deuxième et au troisième trimestre 2021 étaient nettement plus élevés que pour les trimestres correspondants de l'année 2020. Cette hausse, attendue, est due au fait que les mesures sanitaires prises pendant la pandémie de la Covid 19 étaient particulièrement sévères durant ces deux trimestres de l'année 2020, ce qui a impacté de façon négative le marché du travail. Une comparaison entre les trois premiers trimestres de l'année 2021 montre également une hausse du taux d'activité chez les femmes durant le deuxième trimestre (1,3 point de pourcentage) suivie d'une baisse durant le troisième trimestre (de 2 points). À l'inverse, le taux d'activité chez les hommes était plus stable. Cela démontre, une fois de plus, que la tendance saisonnière observée dans le taux d'activité au Maroc est principalement influencée par les chiffres enregistrés chez la population féminine.

La tendance à la baisse du taux d'activité de manière générale, et chez les femmes en particulier, peut être expliquée par plusieurs facteurs, parmi lesquels l'allongement de la durée de la scolarité. Par ailleurs, l'augmentation du taux de scolarisation des jeunes de 15 à 24 ans et l'allongement de sa durée ont également entraîné une baisse du taux d'activité de cette catégorie de travailleurs.

Figure 5. Taux d'activité trimestriel, par sexe et niveau d'éducation (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par niveau d'éducation pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteure, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021)

► 2.2 Évolution du taux d'emploi face à la crise sanitaire de la Covid 19

Les taux d'emploi ont connu une baisse continue au cours des deux dernières décennies, et ce, pour toutes les catégories de la population. Comme le montre la figure 2 de l'annexe, les groupes enregistrant les plus faibles taux d'activité enregistrent également les plus faibles taux d'emploi — à savoir les femmes et les jeunes. En 2019, le taux d'emploi des femmes s'établissait à 18,6 pour cent, contre 65,5 pour cent pour les hommes, et celui des jeunes à 18,9 pour cent.

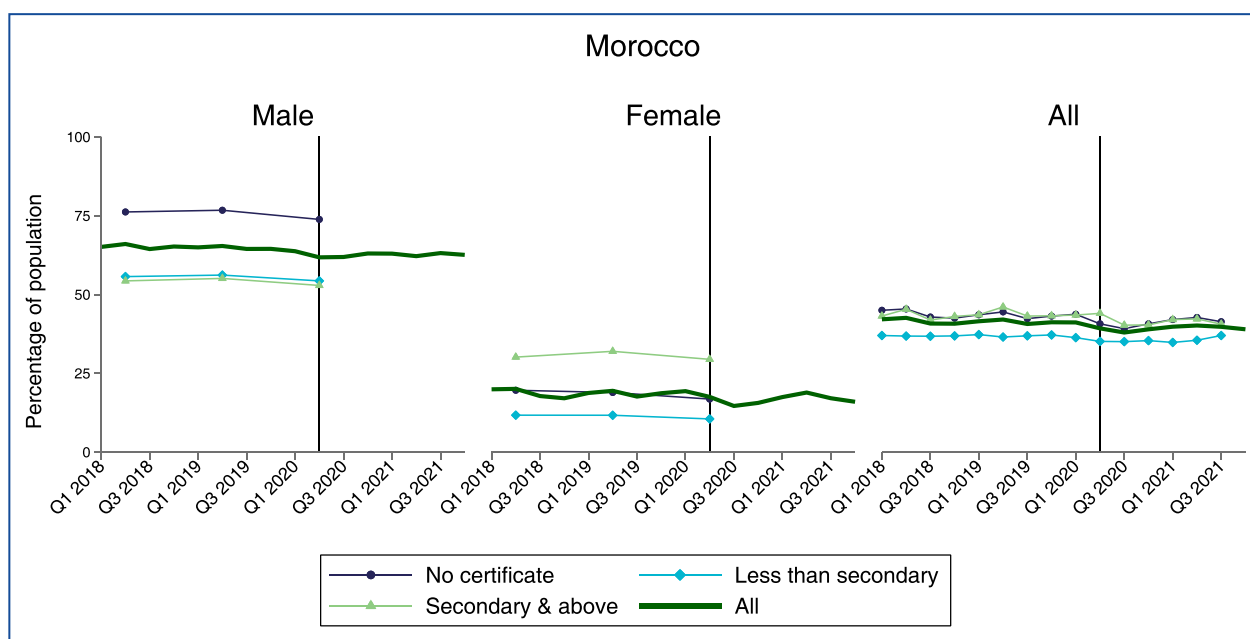
L'analyse par niveau d'éducation (figure 6) montre que les hommes sans diplôme ont généralement des taux d'emploi plus hauts comparés à ceux disposant d'un niveau d'éducation plus élevé (77 contre 55 pour cent). À l'inverse, pour les femmes, le taux d'emploi est plus haut chez celles disposant d'un niveau d'éducation plus élevé (32 contre 18 pour cent pour celles qui ne disposent pas de diplôme).

Comme attendu, la pandémie a renforcé la tendance existante de baisse du taux d'emploi. En effet, le taux d'emploi a chuté de 41,6 pour cent en 2019 à 39,4 pour cent en 2020 (-2,2 points). Cette baisse a touché les hommes plus (-2,54 points)

que les femmes (-1,92 point). Chez les hommes, ceux n'ayant pas de diplôme sont ceux qui en ont le plus souffert (-2,91 points), alors que chez les femmes, celles ayant un niveau d'éducation plus élevé ont été les plus touchées (-2,54 points). La baisse du taux d'emploi a concerné toutes les catégories d'âge, mais elle a été la plus importante chez les 25-34 ans (-3,2 points), puis chez les 15-24 ans (-2,7 points).

Au terme de la période observée, les taux d'emploi avaient amorcé leur rétablissement, bien qu'ils ne soient pas encore revenus à leur niveau pré-pandémique. La tendance générale est principalement influencée par les chiffres de la population masculine. Le taux d'emploi des femmes connaissait une hausse avant la pandémie, et même si les femmes ont été durement touchées par la crise dès son déclenchement, leur taux d'emploi avait déjà récupéré la majeure partie de son niveau au troisième trimestre 2021. Par ailleurs, les jeunes n'étaient pas nécessairement le groupe de la population le plus touché au début de la pandémie, mais ils ont été les plus lents à s'en remettre.

Figure 6. Taux d'emploi trimestriel, ventilé par sexe et niveau d'éducation (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par niveau d'éducation pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

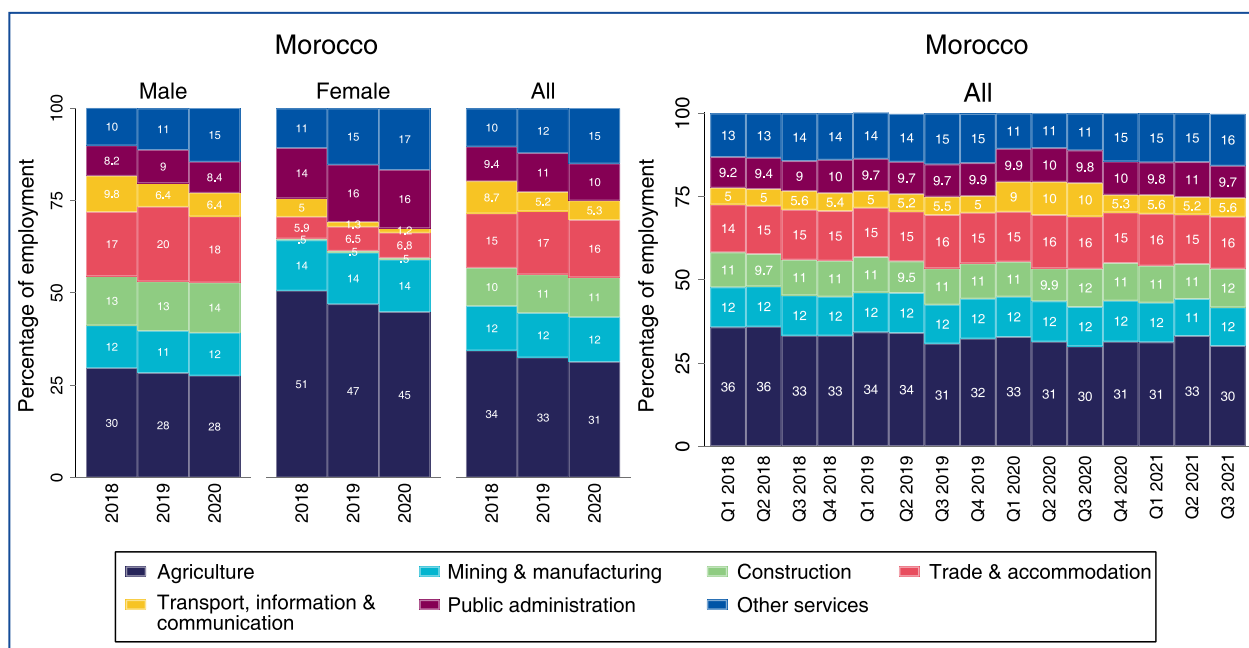
Source : Chiffres compilés par l'auteure, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021)

Le Maroc étant une économie tournée vers l'agriculture, en 2018, ce secteur a contribué le plus à la création d'emploi (34 pour cent, soit 50 pour cent de tout l'emploi féminin et près de 30 pour cent de l'emploi masculin), suivi par le secteur des services, le bâtiment et l'industrie. En 2019, le secteur de l'agriculture et de la pêche est resté le premier contributeur à la création d'emploi, avec un taux de 28,3 pour cent, mais le nombre d'emplois créés a baissé (de l'ordre de -1,9 point de pourcentage) au profit du secteur des services, qui a connu une tendance à la hausse (+2,4 points). Le secteur du bâtiment a également créé un peu plus d'emplois en 2019 qu'en 2018 (+0,1

point). Cela peut être une indication d'une détérioration des conditions de travail, car les emplois dans les secteurs de l'agriculture et du bâtiment comptent les emplois les plus précaires.

Sous l'effet du coronavirus, les secteurs les plus affectés en 2020 ont été le secteur du tourisme (-1,6 point), avec la fermeture des espaces aériens, suivi par le secteur de l'agriculture et de la pêche (-1,2 point), secteur qui a également été largement touché par la sécheresse. D'un autre côté, les secteurs du bâtiment et de l'industrie ont connu une légère hausse de leur contribution à l'emploi (respectivement, +0,4 et +0,1 point).

Figure 7. Part trimestrielle dans l'emploi, par sexe et activité économique (2018-21)



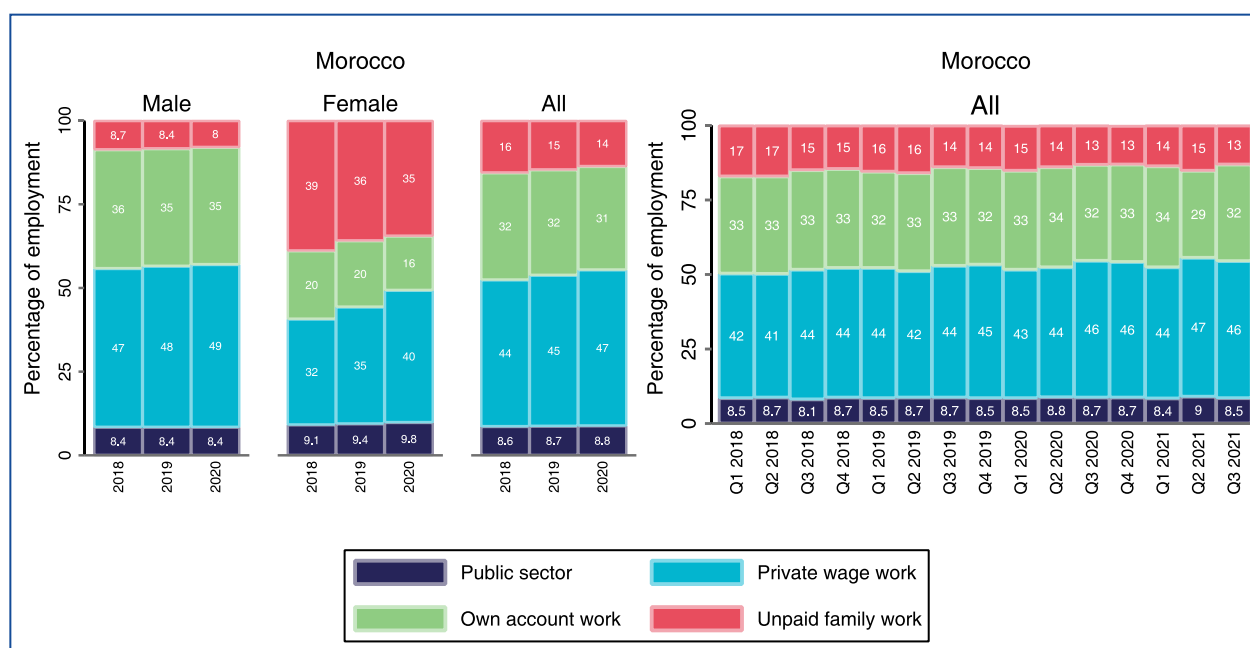
Remarque : Les données ventilées par sexe et par activité économique pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021)

En ce qui concerne la contribution des secteurs public et privé à la création d'emploi, il apparaît que le secteur privé emploie le plus de personnes au Maroc (90 pour cent en 2018 et en 2019), comparé au secteur public (8,6 pour cent en 2018 et 8,7 pour cent en 2019). La part de l'emploi féminin est plus importante dans le secteur public (9,1 pour cent, contre 8,4 pour cent pour les hommes), tandis que la part de l'emploi masculin est plus élevée dans le secteur privé (90,9 pour cent, contre 86,8 pour cent pour les femmes). En 2020, et malgré la pandémie, les

secteurs public et privé ont, tous deux, connu une légère hausse de leur création d'emploi, sans disparité entre les sexes. Plus de la moitié des hommes sont salariés (notamment dans les secteurs public, privé formel et privé informel), suivis par les indépendants (35 pour cent) et enfin les activités non rémunérées (8 pour cent). Quant aux femmes, un peu moins de la moitié d'entre elles sont salariées (49,8 pour cent), suivies par une proportion non négligeable dans des activités non rémunérées (35 pour cent), et enfin les indépendantes (16 pour cent).

Figure 8. Part trimestrielle dans l'emploi, par type d'emploi (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par type d'emploi pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021)

► 2.3 Évolution du taux de chômage face à la crise sanitaire de la Covid 19

Le taux de chômage au Maroc a fortement baissé, de 10,5 pour cent au premier trimestre 2018 à 8,1 pour cent au troisième trimestre 2019. Cette baisse est assez exceptionnelle vu la tendance générale sur la période 2010-19 marquée par une stagnation du taux de chômage. Cependant, cette tendance s'est inversée au quatrième trimestre 2019 et fut exacerbée par l'apparition de la pandémie, grimpant à 10,5 pour cent au premier trimestre 2020, 12,3 pour cent au deuxième trimestre, puis 12,7 pour cent au troisième trimestre de la même année. Le chômage baissa légèrement au quatrième trimestre 2020, puis a repris sa tendance à la hausse lors des deux premiers trimestres de l'année 2021, avant d'atteindre son plus faible taux depuis le début de la pandémie (11,8 pour cent) au troisième trimestre 2021. Ces chiffres contrastent avec les résultats de l'enquête Covid 19 pour la région MENA couvrant les données du deuxième trimestre 2021, et qui a relevé le taux de chômage déclaré le plus bas, avant de remonter au troisième trimestre

(OIT/ERF 2022). Ceci peut être expliqué par la représentation différente de l'échantillon de l'enquête⁴.

La baisse du chômage déclaré entre 2018 et 2019 a concerné aussi bien les hommes que les femmes. Cependant, les femmes ont été les plus touchées, avec un taux de 14,06 pour cent (contre 8,1 pour cent pour les hommes) en 2018 et de 13,48 pour cent (contre 7,81 pour cent pour les hommes) en 2019. Un tel résultat est à prévoir compte tenu de la faiblesse du marché de l'emploi et de l'importance de l'inactivité en son sein.

De la même manière, le chômage a augmenté chez les hommes et les femmes en 2020, atteignant, respectivement, 10,7 et 16,2 pour cent. Il convient de noter que les deux populations peinent à retrouver leur taux de chômage pré-pandémique, et ce, malgré le léger mieux enregistré au troisième trimestre 2021. Cette baisse a concerné à la fois les hommes (-1 point) et les

³ Futur rapport de l'OIT sur l'emploi et la croissance au Maroc

⁴ Comme il s'agit d'une enquête téléphonique qui exclut les personnes qui n'ont pas le téléphone, il se pourrait qu'elle sous-représente les chômeurs.

femmes (-1,09 point). Cela peut être expliqué par la crise, dont souffrent encore certains secteurs d'activité, notamment le secteur du tourisme, malgré l'ouverture de l'espace aérien durant le troisième trimestre 2021.

Une autre partie de la population marocaine qui souffre du chômage sont les jeunes (figure 3 de l'annexe), enregistrant le plus haut taux de chômage (25,6 en 2018 et 24,9 pour cent en 2019), avec une légère baisse entre ces deux années. Comme on pouvait s'y attendre, les jeunes femmes de cette tranche sont plus touchées par le chômage que les jeunes hommes (34,24 contre 22,5 pour cent en 2018, et 33,42 contre 21,97 pour cent en 2019). L'augmentation des taux de chômage durant la pandémie a touché toutes les catégories d'âge, mais plus particulièrement les jeunes de 15 à 24 ans, qui ont vu leur taux de chômage augmenter de 6,2 points de pourcentage en 2020 (6,05 pour les jeunes hommes et 7,75 pour les jeunes femmes).

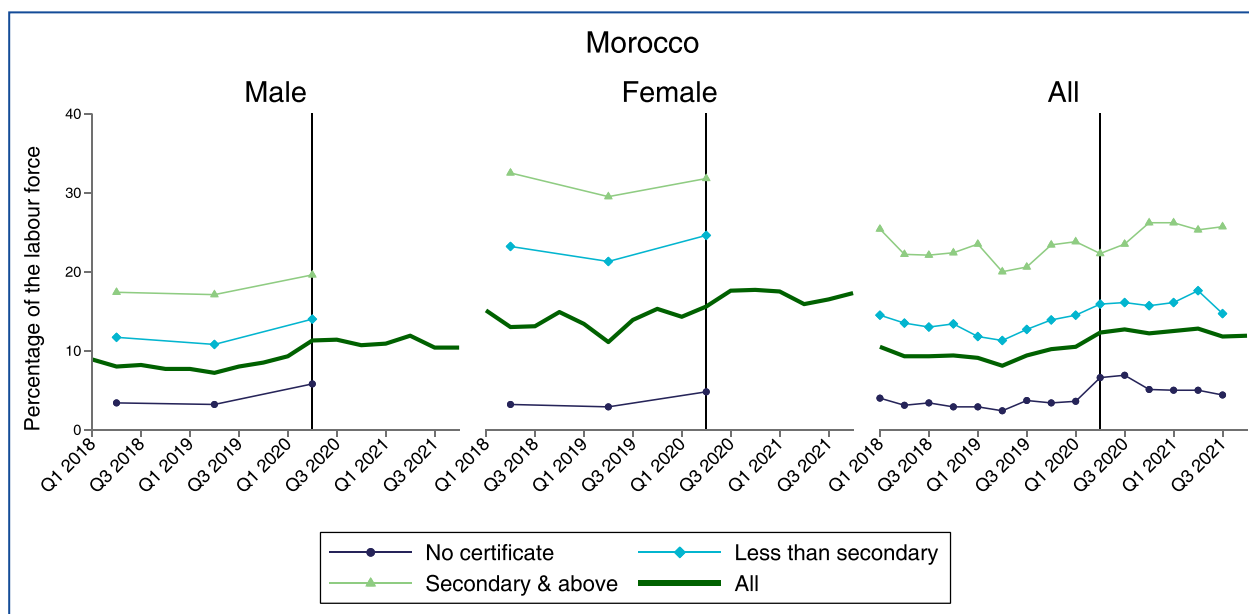
La prépondérance du chômage parmi les jeunes nous amène également à porter notre regard sur le phénomène de ceux qui ont quitté l'école, qui sont sans emploi ou ne suivent pas de formation (NEET), phénomène qui continue de marquer la population marocaine ces dernières années, malgré sa tendance à la baisse. Les deux problèmes (des NEET et du chômage des jeunes) ont des caractéristiques et des causes sous-jacentes communes. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans et qui sont des NEET représentent 27,6 pour cent de la population totale de ce groupe d'âge (dont 12,3 pour cent de jeunes hommes et 43,2 pour cent de jeunes femmes qui sont des NEET) en 2018.

Un léger recul du nombre de NEET a été enregistré en 2019, passant à 26,5 pour cent (dont 11,6 pour cent de jeunes hommes et 41,7 pour cent de jeunes femmes). L'amélioration de la scolarisation explique en partie cette baisse observée sur le long terme. La stratégie du service militaire mise en œuvre au Maroc à partir de 2019 pourrait également expliquer cette tendance, car elle cible spécifiquement les jeunes de 19 à 25 ans sans emploi, non scolarisés et qui ne suivent pas de formation. Parallèlement à leur formation militaire, les participants bénéficient de formations dans d'autres domaines qui leur permettront d'intégrer le marché du travail.

Comme le montre la figure 9, les taux de chômage les plus élevés concernent les personnes diplômées de l'enseignement supérieur : 22,9 pour cent, en comparaison ce taux s'établit à 3,3 pour cent pour les personnes sans diplôme en 2018 (17,4 contre 3,4 pour cent chez les hommes et 32,5 contre 3,2 pour cent chez les femmes).

Pendant la pandémie, le taux de chômage a grimpé parmi toutes les strates de la population, tous niveaux d'éducation confondus. Les personnes moyennement instruites semblent être celles qui ont été les plus touchées (enregistrant une hausse de 3,1 points de pourcentage), suivies par les personnes sans diplôme (avec 2,5 points de pourcentage) et celles diplômées de l'enseignement supérieur (2,3 points de pourcentage). Une analyse comparative entre les sexes aboutit aux mêmes conclusions. Les femmes et les hommes moyennement instruits ont été ceux les plus touchés par le chômage (3,3 et 2,6 points, respectivement).

Figure 9. Taux de chômage trimestriel, par sexe et niveau d'éducation (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par niveau d'éducation pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021)

► 2.4 Évolution du taux de sous-emploi face à la crise sanitaire de la Covid 19

La population active occupée en situation de sous-emploi⁵ eu égard au temps de travail était de 9,3 pour cent en 2018 et de 9,2 pour cent en 2019. La figure 4 de l'annexe montre que les taux de sous-emploi les plus élevés le sont chez les hommes et les jeunes âgés de 15 à 24 ans. À l'inverse, les femmes ont enregistré de faibles taux de sous-emploi, ce qui laisse à penser que, malgré leur faible taux d'activité, les femmes qui finissent par décrocher un emploi travaillent le nombre d'heures souhaité.

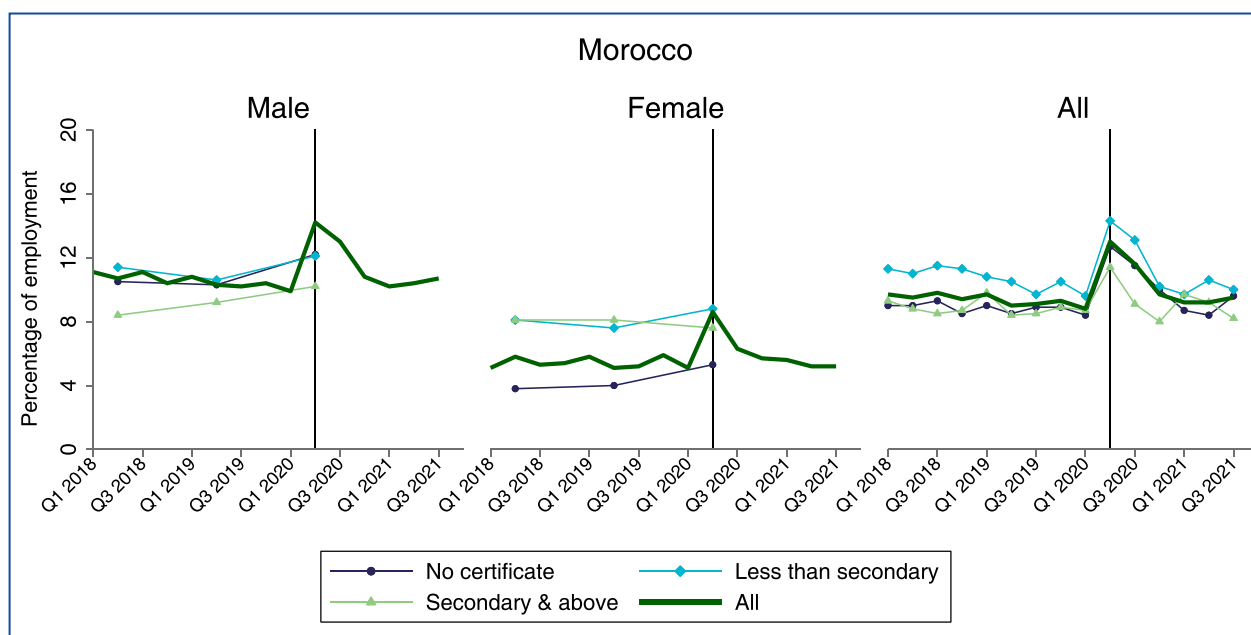
En 2020, le taux de sous-emploi a atteint 10,7 pour cent. Les catégories de la population qui ont connu les plus fortes hausses sont les personnes âgées de 45 ans et plus (+2,1 points de

pourcentage), les personnes sans diplôme (+1,9) et les hommes (+1,6). De plus, pendant la pandémie, les personnes moyennement instruites (celles ayant fini leur enseignement primaire ou possédant un certificat d'études secondaires) ont été les plus touchées par cette hausse (+3,1 points de pourcentage), qui a vu le taux grimper de 12,4 en 2019 à 15,5 pour cent en 2020.

Comme le montre la figure 10, l'analyse simultanée par sexe et niveau d'éducation révèle que les hommes moyennement instruits (qui ont, par ailleurs, le plus faible taux d'activité) sont ceux qui ont enregistré les plus forts taux de sous-emploi, ce qui est conforme aux résultats précédents.

⁵ Ce terme désigne les travailleurs occupés âgés de 15 ans et plus, désireux et capables d'effectuer un plus grand nombre d'heures de travail qu'actuellement et qui ont travaillé moins de 48 heures au cours de la semaine de référence.

Figure 10. Taux de sous-emploi trimestriel eu égard au temps de travail, par sexe et niveau d'éducation (2018-21)



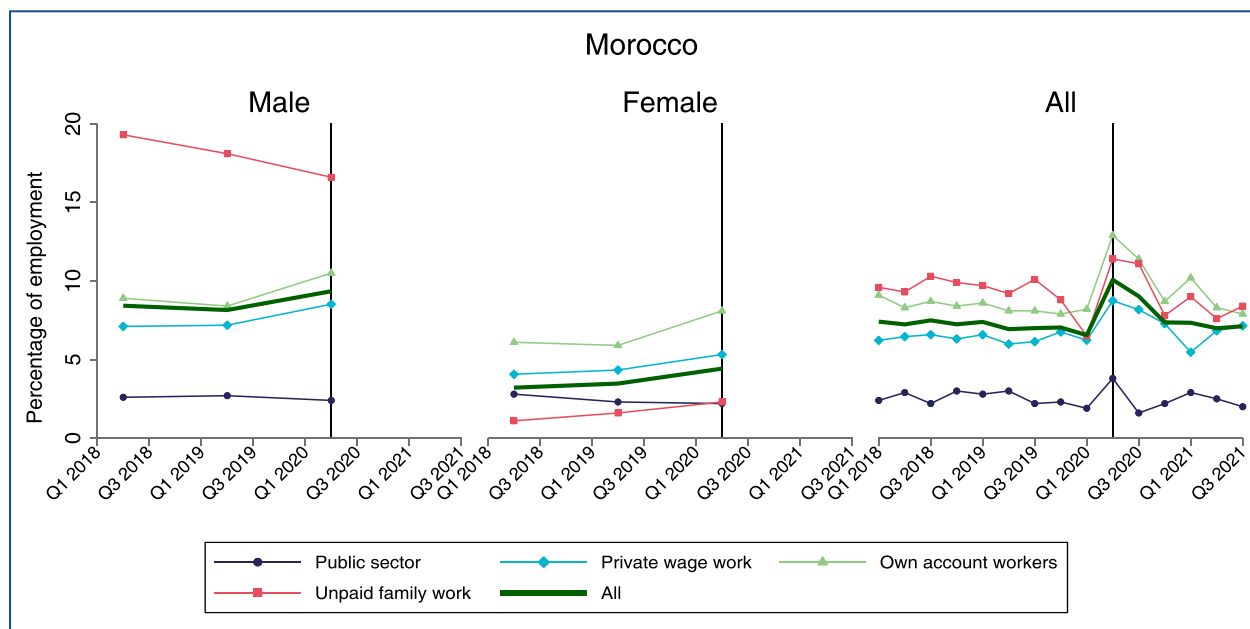
Remarque : Les données ventilées par sexe et par niveau d'éducation pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteure, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

La figure 11 montre que les fonctionnaires du secteur public ont le taux de sous-emploi le plus bas, resté stable entre 2018 et 2019 (autour de 2,6 pour cent). Les taux de sous-emploi étaient beaucoup plus prononcés chez les hommes occupant un travail non rémunéré (parmi lesquels

les aides familiaux dans les zones rurales). À l'inverse, les femmes occupant de telles activités affichaient les taux de sous-emploi les plus faibles. Pour les femmes, le taux de sous-emploi était le plus élevé parmi les travailleurs indépendants.

Figure 11. Quarterly time-related underemployment rate, by sex and type of employment (2018-21)



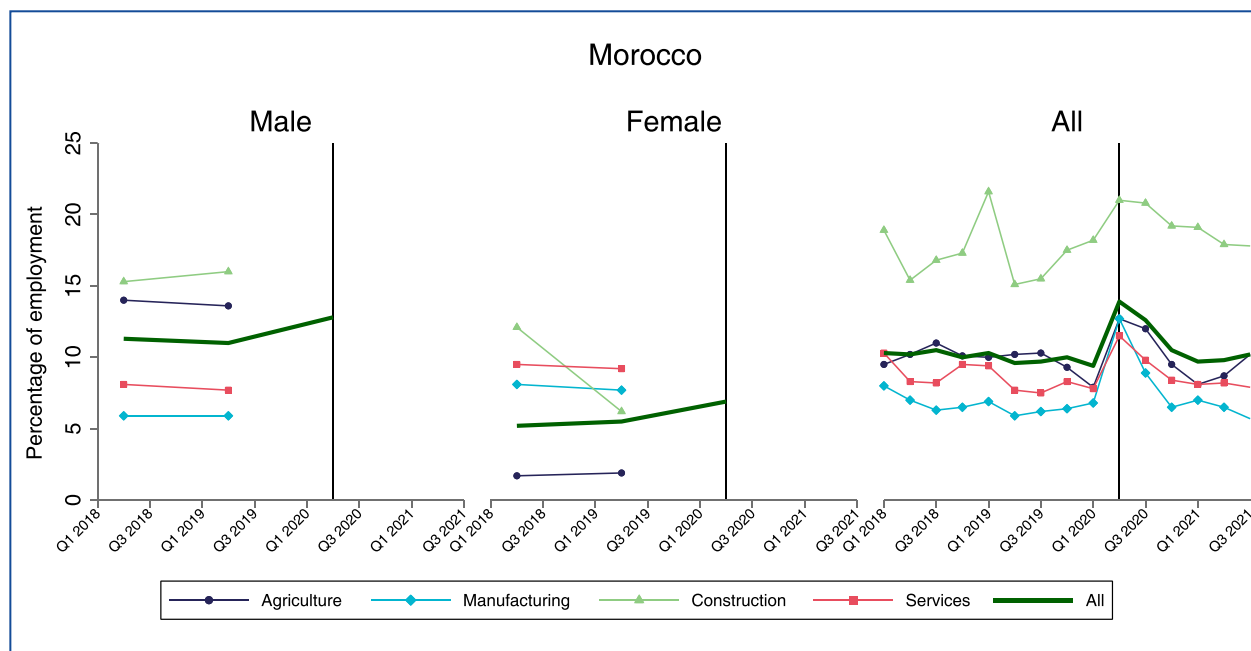
Remarque : Les données ventilées par sexe et par type d'emploi pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteure, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

Par secteur d'activité économique, le bâtiment est le secteur le plus touché par le sous-emploi, avec un taux de 15,3 pour cent en 2018 et 15,9 pour cent en 2019. Cela a touché les hommes comme les femmes, même si le taux de sous-emploi était particulièrement élevé chez les femmes travaillant dans le secteur des services en 2019. Les secteurs les moins touchés par le sous-emploi sont le secteur industriel pour les hommes et le secteur agricole pour les femmes.

La hausse du sous-emploi en 2020 a touché tous les secteurs d'activité économique. Toutefois, la plus forte augmentation a été enregistrée dans le secteur du bâtiment (+3,7 points de pourcentage par rapport à 2019), suivi du secteur de l'industrie/fabrication (+2,3 points de pourcentage), et de l'agriculture et de la pêche (+0,6 point de pourcentage).

Figure 12. Taux de sous-emploi trimestriel eu égard au temps de travail, par sexe et activité économique (2018–21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par activité économique pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

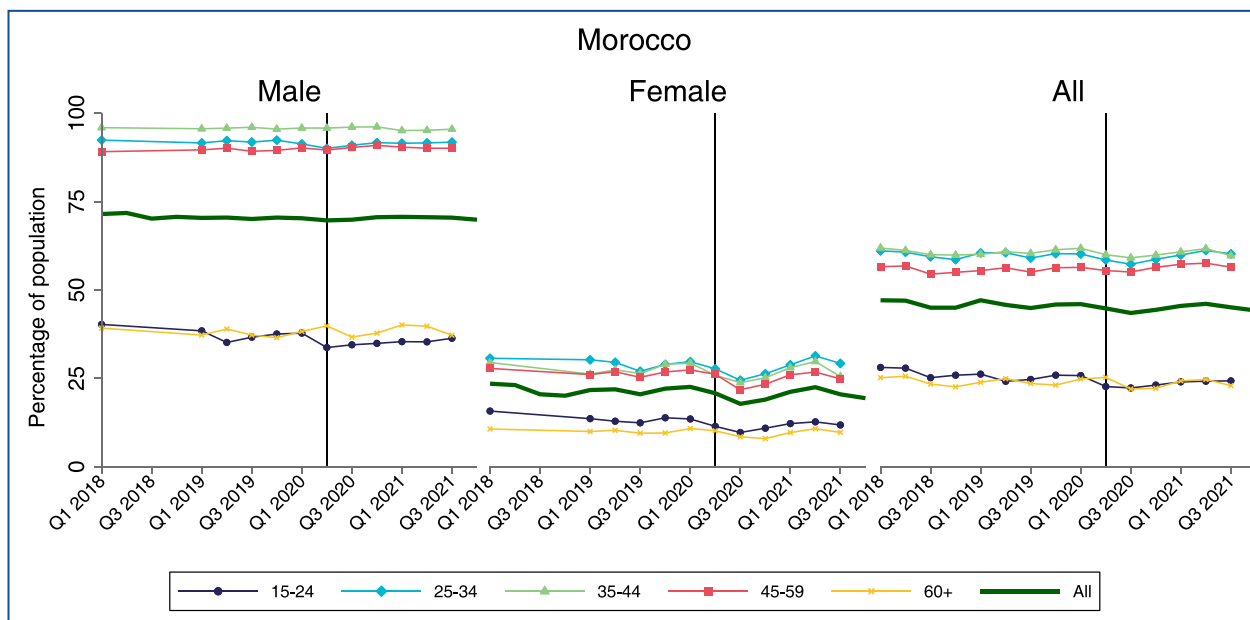
3. Conclusion

Le Maroc a été durement touché par la crise sanitaire de la Covid 19 qui paralysa le pays et se transforma rapidement en une crise économique. Le royaume est entré en récession en 2020 avec une contraction du PIB (de -6,3 pour cent, contre une croissance de +2,5 pour cent en 2019). Les secteurs les plus touchés par cette crise et les mesures sanitaires qui l'ont accompagnée ont été le tourisme, le commerce, le transport et les communications, ainsi que l'industrie. Le secteur agricole n'a pas, non plus, été épargné, subissant le double effet de la pandémie et de la sécheresse. En résulte une baisse de 7,2 pour cent de la valeur ajoutée du secteur agricole contre 5,5 pour cent

pour le secteur non agricole. Il convient de noter que presque tous ces secteurs ont connu des arrêts permanents ou temporaires de leurs activités, ce qui a aggravé les déficits existants sur le marché du travail marocain. Ces circonstances se sont traduites par une baisse des taux d'activité et d'emploi, d'une part, et par une augmentation des taux de chômage et de sous-emploi, d'autre part. Par ailleurs, il apparaît que les groupes les plus marginalisés sur le marché du travail, à savoir les femmes et les jeunes, ont également été les plus touchés par les répercussions de la situation actuelle.

► Annexe

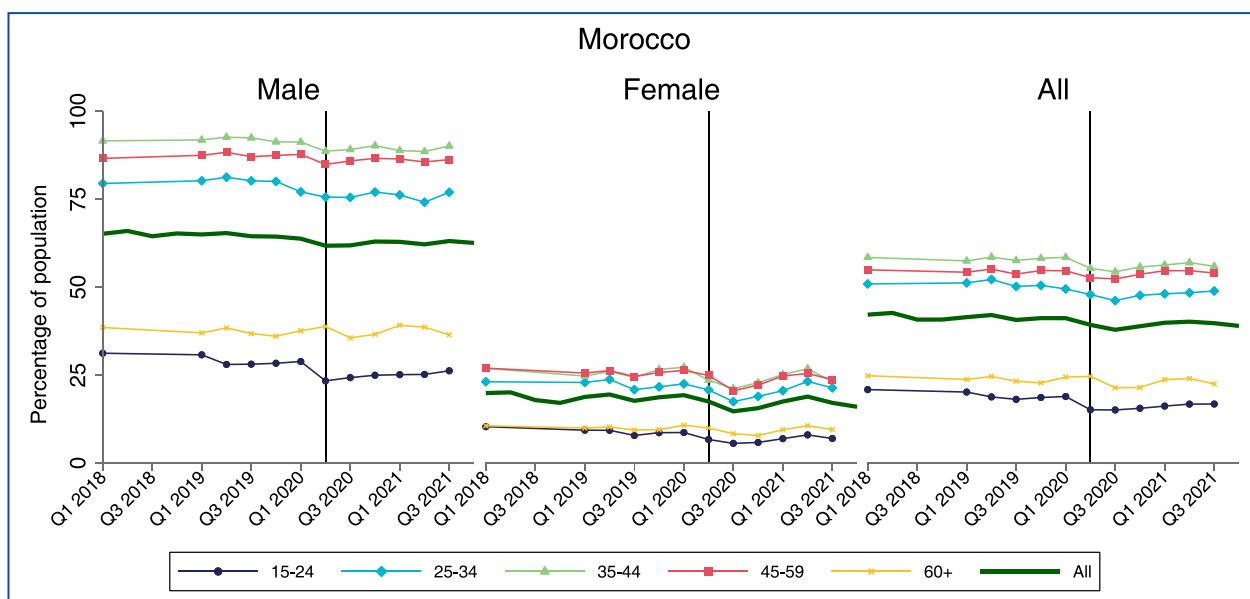
Figure 1. Taux d'activité trimestriel, par sexe et âge (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par âge ne sont pas disponibles pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres 2018 pour le Maroc.

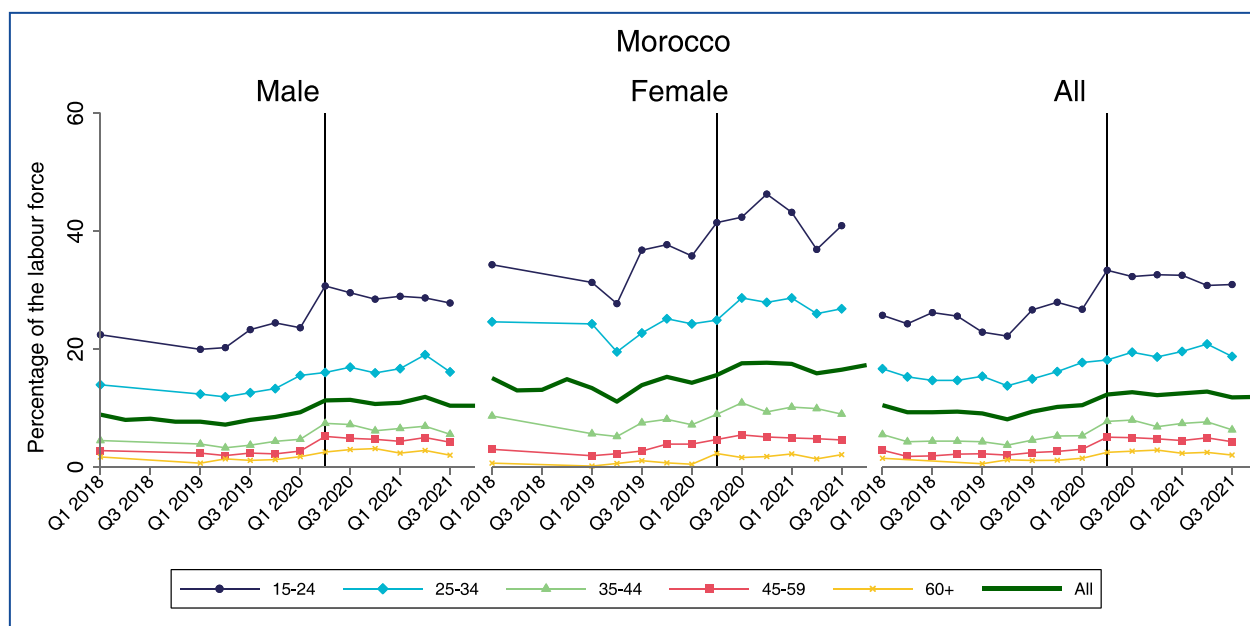
Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

Figure 2. Taux d'emploi trimestriel, par sexe et par âge (2018-21)



Remarque : a) les données ventilées par sexe et par âge ne sont pas disponibles pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres 2018 pour le Maroc ; b) le total des deuxième, troisième et quatrième trimestres 2018 pour le Maroc n'a pas été inclus étant donné que la classification par âge dans les données disponibles était différente de celle des autres trimestres. Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

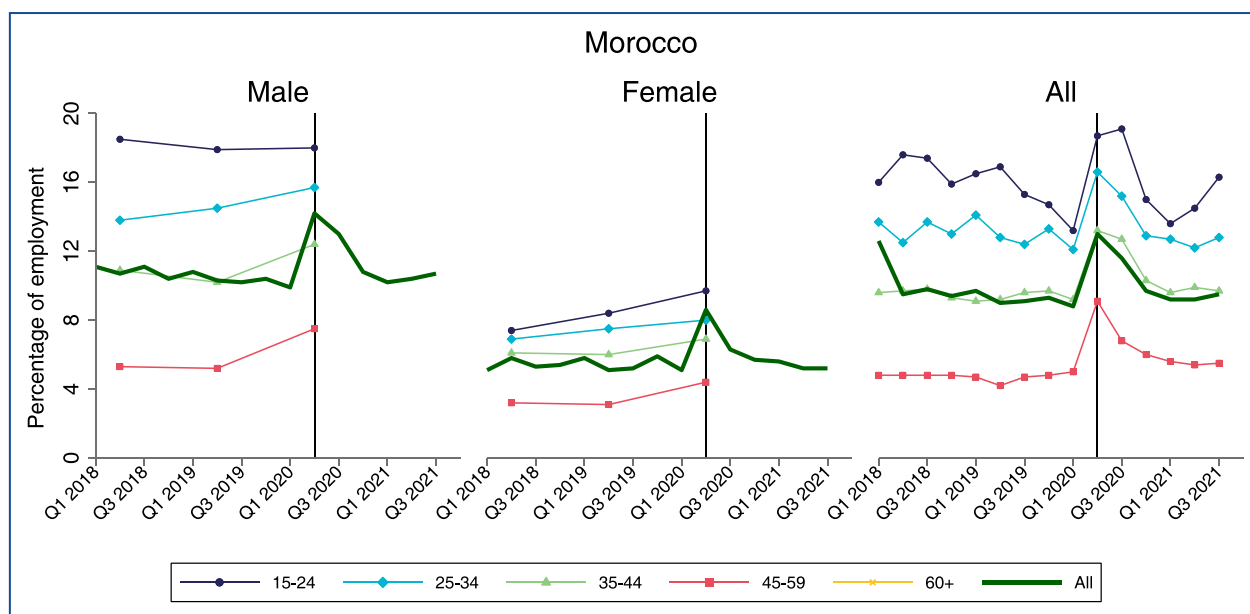
Figure 3. Taux de chômage trimestriel, par sexe et par âge (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par âge ne sont pas disponibles pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres 2018 pour le Maroc.

Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

Figure 4. Taux de sous-emploi trimestriel eu égard au temps de travail, par sexe et par âge (2018-21)



Remarque : Les données ventilées par sexe et par âge pour le Maroc ne sont disponibles qu'annuellement jusqu'en 2020 et sont tracées au deuxième trimestre de chaque année.

Source : Chiffres compilés par l'auteur, sur la base des données de l'Enquête nationale sur l'emploi (HCP 2018a, 2018 b, 2019a, 2019 b, 2020a, 2020 b, 2021).

► RÉFÉRENCES

Bank Al-Magreb. 2019. « Rapport sur l'exercice 2019 ». Rapport annuel.

———. 2020. « Rapport sur l'exercice 2020 ». Rapport annuel.

Belghazi, S. Forthcoming. « Croissance économique et marché du travail au Maroc : au-delà des taux à la recherche d'un travail décent ». ERF, ILO. Revised version, 2022.

DEPF (Direction des Études et des Prévisions Financières) and UN Women. 2021. « Coûts économiques des inégalités de genre dans le marché du travail au Maroc ».

HCP (Haut Commissariat au Plan). 2018a. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapport annuel publié par la Direction de la statistique 2018.

———. 2018b. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapports trimestriels publiés par la Direction de la Statistique 2018.

———. 2019a. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapport annuel publié par la Direction de la statistique 2019.

———. 2019b. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapports trimestriels publiés par la Direction de la statistique 2019.

———. 2019c. « Note d'information sur la situation économique nationale ». Publications trimestrielles 2019.

———. 2019d. « Situation économique nationale en 2019 ». Publication annuelle.

———. 2020a. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapport annuel publié par la Direction de la statistique.

———. 2020b. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapports trimestriels publiés par la Direction de la statistique 2020.

———. 2020c. « Note d'information sur la situation économique nationale ». Publications trimestrielles 2020.

———. 2020d. « Situation économique nationale en 2020 ». Publication annuelle.

———. 2021a. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapport annuel publié par la Direction de la statistique.

———. 2021b. « Activité, Emploi et Chômage ». Rapports trimestriels publiés par la Direction de la statistique.

———. 2021c. « Note d'information sur la situation économique nationale ». Publications trimestrielles 2021.

OAMDI. 2021. COVID-19 MENA Monitor Household Survey (CCMMHH). <http://www.erfdataportal.com/index.php/catalog>

Verme, Paolo, Abdoul G. Barry, and Jamal Guennouni. 2016. "Female Labor Participation in the Arab World: Some Evidence from Panel Data in Morocco." Policy Research Working Paper Series. 7031. The World Bank.

World Bank. 2018. « Indicateurs du développement : Maroc », données annuelles 2018-20.



Remerciements

Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), et le projet Advancing the Decent Work Agenda 'Faire avancer l'Agenda du travail décent en Afrique du Nord - Projet ADWA'

- **Email:** adwa@ilo.org
- **Adresse:** 13 rue du Brésil, Zamalek, 11211, Le Caire, Égypte
- ilo.org/Cairo | [Twitter](#) | [Facebook](#) | [YouTube](#)